

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Amériques Nord et Sud > Canada & Québec > Extrême droite (Canada & Québec) > **Canada : À l'intérieur de l'alliance croissante du Parti conservateur avec (...)**

# Canada : À l'intérieur de l'alliance croissante du Parti conservateur avec les groupes hindous de droite

mercredi 12 mars 2025, par [DESAI Saima](#), [KALI Aniket](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2025).

## ***Des organisations hindoues surgissent au Canada, reprenant souvent les arguments conservateurs sur la criminalité, le coût de la vie et les politiques anti-LGBTQ***

« Bienvenue », a entonné le gourou spirituel hindou depuis une scène surélevée recouverte de tissu blanc et safran. « Et très, très bon anniversaire à vous. »

C'était en juin 2023, et Pierre Poilievre recevait un accueil chaleureux au temple Hindu Sabha à Brampton, en Ontario.

Le chef du Parti conservateur, portant une écharpe avec une inscription saluant les déesses hindoues, et un tilak, une marque hindoue sur le front, a été présenté à une salle comble de fidèles du temple comme « le prochain Premier ministre du Canada ».

Lorsqu'il a pris la parole, Poilievre a exposé ses propositions politiques habituelles : réduire les impôts, équilibrer le budget et alléger les réglementations sur le logement. Mais il avait également des offres spécifiquement pour les hindous du Canada.

« Quand j'irai en Inde pour rencontrer le Premier ministre indien, nous signerons un accord de libre-échange, et je pourrai signer le document en hindi », a-t-il promis sous des applaudissements nourris.

Il a promis d'accélérer les procédures de reconnaissance des titres professionnels pour les immigrants — un obstacle pour les Indiens et de nombreux autres immigrants au Canada. Et Poilievre a également exprimé sa solidarité avec les victimes de ce qu'il a décrit comme une vague de haine.

« Le nombre de crimes haineux ciblant désormais les communautés hindoues a augmenté de plus de 100 % au cours des huit dernières années », a-t-il déclaré. (C'était un peu de créativité mathématique : il y a eu deux crimes haineux motivés par l'identité hindoue signalés au Canada en 2023, et zéro au cours des sept années précédentes.)

« C'est la vie que nous menons sous Justin Trudeau », a déclaré Poilievre. « Mais la bonne nouvelle, c'est que nous allons transformer la douleur que Trudeau a causée en l'espoir dont les Canadiens ont besoin. »

Certains pourraient supposer que les partis qui ont historiquement le plus soutenu l'immigration — les Néo-démocrates et les Libéraux — obtiendraient le soutien de la plupart des immigrants.

Mais ce n'est pas le cas. Un sondage du printemps dernier a montré que le Parti conservateur domine maintenant auprès de l'un des plus grands groupes de nouveaux immigrants au Canada — les hindous. Ils bénéficient de 53 % de leur soutien, le parti suivant le plus populaire, les Libéraux, arrivant à 21 %.

Alors que le climat politique en Inde s'est déplacé vers la droite, les politiques de la diaspora hindoue ont suivi la même tendance.

Depuis une décennie, l'Inde est dirigée par le Bharatiya Janata Party (BJP), mené par le Premier ministre Narendra Modi. Le BJP a tenté d'éloigner l'Inde de son engagement historique envers la laïcité vers la suprématie hindoue (connue sous le nom de Hindutva), recourant souvent à la violence extrajudiciaire. Sous leur règne, les inégalités de richesse ont atteint un niveau supérieur à celui de la période coloniale britannique et se sont largement concentrées dans les castes supérieures.

Le BJP s'est appuyé sur la diaspora hindoue de plus en plus importante et influente dans des pays comme le Canada pour obtenir un soutien important, des dons aux activités de lobbying.

Au milieu de ce virage à droite, une prolifération d'organisations de la société civile hindoue a surgi au Canada, beaucoup d'entre elles reprenant les arguments conservateurs sur la criminalité, le coût de la vie et l'expression codée anti-LGBTQ des « droits des parents ».

Elles défendent également le nationalisme hindou, brandissant une définition de l'« hindophobie » qui vise à faire taire les critiques du Premier ministre Modi et toute discussion sur la discrimination liée aux castes qui existe dans les écoles canadiennes.

Avec une élection fédérale qui se profile cette année et les anciennes coalitions d'immigrants libéraux qui s'effritent, des acteurs au sein du Parti conservateur et des organisations hindoues investissent dans une alliance émergente. Bien qu'aucun ne soit vraiment loyal envers l'autre, les deux espèrent que cela portera ses fruits — avec des résultats électoraux et le renforcement de leurs agendas réactionnaires et parfois partagés.

## **Comment les Libéraux ont gagné — et commencé à perdre — le vote des immigrants**

Pourquoi ce virage de certains immigrants vers le Parti conservateur ?

C'est la question au cœur du travail d'Emine Fidan Elcioglu, professeure de sociologie à l'Université de Toronto.

« Le gouvernement conservateur de Stephen Harper a imposé des exigences plus strictes en matière de citoyenneté, élargi les motifs d'expulsion, réduit l'immigration de la catégorie familiale et rendu plus difficile l'accueil des cas d'asile réussis », a déclaré Elcioglu à The Breach.

Mais durant la même période, « le PCC s'est efforcé de se redéfinir comme le parti de la diversité, tout en préparant consciemment des candidats immigrants asiatiques comme membres du Parlement. »

Ils avaient du pain sur la planche, car historiquement, les Libéraux ont joué un rôle central dans la création de la réputation du Canada en tant que mosaïque culturelle où les personnes de toutes origines sont accueillies et valorisées.

Jusqu'en 1967, un quota d'immigration privilégiait les Européens par rapport aux autres aspirants à

l'entrée au pays. Le gouvernement du Premier ministre libéral Lester Pearson a abandonné ce système et l'a remplacé par une politique qui a fait venir des professionnels qualifiés, indépendamment de la race – bien que le racisme persiste encore dans le fonctionnement de l'immigration.

Plusieurs années plus tard, un autre Premier ministre libéral, Pierre Trudeau, a déclaré le multiculturalisme politique d'État et a finalement ouvert l'immigration aux réfugiés et aux membres des familles des citoyens canadiens et des résidents permanents. À la suite de ces changements, la plupart des immigrants au Canada s'identifient désormais comme des minorités visibles non blanches.

En 2015, le Parti libéral dirigé par Justin Trudeau a été élu sur la promesse d'admettre des milliers de réfugiés syriens et d'accueillir les membres des familles des immigrants. Trudeau continuerait à défendre le Canada comme une terre qui accueille « ceux qui fuient la persécution, la terreur et la guerre » et à admettre un nombre record d'immigrants.

Ensemble, ces politiques au fil des décennies auraient pu gagner aux Libéraux une base électorale d'immigrants fidèles.

Et pourtant, Trudeau a pris le soutien des immigrants pour acquis : peu disposé à freiner les profits des propriétaires et des promoteurs dont l'avidité a provoqué une crise du logement à l'échelle nationale, Trudeau a commencé à blâmer les immigrants pour la crise et à restreindre l'immigration.

C'était un terrain fertile pour que les Conservateurs fassent des percées.

Il n'y avait aucune garantie que ces efforts recruteraient avec succès des électeurs immigrants — « la sensibilisation ne fonctionne que si les groupes ciblés sont réceptifs », a déclaré Elcioglu. Mais réceptifs, ils l'ont été.

Un sondage de l'automne dernier montre que 45 % des Asiatiques de l'Est favorisent les Conservateurs, bien devant les Libéraux et le NPD, et 33 % des Sud-Asiatiques penchent vers les Conservateurs, menant à nouveau les autres partis.

Les sondages montrent que les Canadiens religieux ont tendance à voter conservateur plus que la population générale. Pourtant, même au milieu de ces tendances plus larges, les hindous semblent particulièrement attirés par Poilievre. Sa popularité parmi les électeurs hindous a régulièrement augmenté au printemps alors qu'ils se détournent de plus en plus de Trudeau. Les chrétiens évangéliques sont le seul groupe religieux dont les sentiments positifs envers Poilievre ont augmenté plus rapidement que ceux des hindous.

Et une récolte de groupes hindous de droite a travaillé dur pour élever le profil des récits nationalistes hindous au Canada, et ils considèrent les Conservateurs comme une voie vers l'influence.

## **Poilievre, le champion du BJP au Canada ?**

Depuis que le Premier ministre du Canada a accusé l'Inde d'avoir assassiné un activiste sikh khalistani sur le sol canadien, Trudeau et Modi sont en froid.

Poilievre a sauté sur l'occasion pour discréditer Trudeau : « Il a dressé les Canadiens les uns contre les autres au pays et il a fait exploser nos relations à l'étranger », a-t-il déclaré à Namaste Radio Toronto, un média népalais. « Nous avons besoin d'une relation professionnelle avec le

gouvernement indien. L'Inde est la plus grande démocratie sur Terre. »

Pendant ce temps, Poilievre reste le seul chef de parti majeur qui refuse d'obtenir l'habilitation de sécurité nécessaire pour consulter des documents classifiés sur l'ingérence politique des gouvernements étrangers au Canada. Les médias de droite indiens ont interprété le choix de Poilievre comme une démonstration de loyauté envers la version indienne de la vérité.

Poilievre pourrait avoir des raisons de montrer sa fidélité à Modi : des sources confidentielles ont déclaré à Radio-Canada que des responsables indiens au Canada ont saboté la campagne de l'un des rivaux de Poilievre pour la direction conservatrice en 2022. Le maire de Brampton, Patrick Brown, qui avait précédemment été l'un des politiciens canadiens les plus proches de Modi, avait commencé à critiquer la répression draconienne du BJP contre les agriculteurs indiens qui protestaient contre les réformes agricoles.

Pour l'Inde, un pays avec un gouvernement de plus en plus militariste et autoritaire désespéré de maintenir son étiquette glissante de « plus grande démocratie du monde », la bénédiction du Canada est inestimable.

Poilievre a travaillé pour entrelacer les destins du Canada et de l'Inde. Le jour de l'indépendance de l'Inde en 2024 — l'année où Modi a finalement commencé à appliquer une loi de 2019 qui discrimine les musulmans lorsqu'ils demandent l'asile des pays voisins — Poilievre a publié une déclaration dans laquelle il disait : « Que la Feuille d'érable et le Tiranga [le drapeau tricolore de l'Inde] volent à jamais unis en célébration de notre liberté et de nos démocraties. »

## **L'accusation inventée d'« hindophobie » utilisée pour « dénigrer et attaquer »**

En 2023, la vice-chef conservatrice Melissa Lantsman a présenté une pétition à la Chambre des communes pour reconnaître et définir l'« hindophobie » dans le Code des droits de la personne du Canada.

L'ancien conseiller de Lantsman est Yasharth Verma, qui est vice-président du chapitre du Sud-Ouest de l'Ontario d'une organisation appelée la Chambre de commerce hindoue canadienne. (Verma dit qu'il n'a pas été impliqué dans la décision de Lantsman de présenter la pétition.)

L'organisation a soulevé l'hindophobie dans son rapport sur le budget fédéral de 2024, qui préconisait de réduire le déficit et exprimait « une profonde préoccupation face au manque de mesures spécifiques » visant à « lutter contre l'hindophobie ». Leur président, Kushagr Dutt Sharma, a célébré publiquement la réélection de Modi en 2024.

La pétition de Lantsman a été soutenue par une lettre aux députés de 80 groupes communautaires hindous-canadiens, dont plusieurs étaient déjà alignés avec la droite hindoue, et menée par l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou.

Dans un document de 33 pages sur « Reconnaître l'hindophobie », la présidente de l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou, Ragini Sharma, écrit sur ce qu'elle prétend être une discrimination systémique contre les hindous dans le milieu universitaire, dans les conseils scolaires et dans les forces de police.

Tout en nommant certaines expressions réelles du racisme, Sharma qualifie également d'hindophobes des actes tels que la commémoration par la ville de Burnaby de Gauri Lankesh, une critique vocale du nationalisme hindou qui a été assassinée par des tireurs non identifiés ; le Toronto

Star critiquant un film de propagande qui justifie l'occupation militaire brutale du Cachemire par l'Inde ; et un universitaire donnant une conférence dans une bibliothèque de Toronto sur les dangers de la suprématie hindoue.

La droite hindoue utilise une liste sélective d'incidents, comme des récentes échauffourées entre activistes khalistanis et hindous dans un temple de Brampton, pour prouver que l'hindophobie augmente au Canada.

Les hindous subissent effectivement de la discrimination et de la violence dans certaines parties du monde, comme au Bangladesh, où les maisons et les entreprises de la population hindoue minoritaire du pays ont été attaquées depuis la chute du gouvernement de la Ligue Awami en août. Mais les accusations d'« hindophobie » en Amérique du Nord sont souvent inventées pour bloquer les critiques du nationalisme hindou du BJP.

« En tant que communauté minoritaire, les hindous de la diaspora font face à diverses formes de sectarisme et de discrimination », a déclaré Pranay Somayajula de Hindus for Human Rights. « Mais le terme spécifique 'hindophobie' est très ancré dans la politique insidieuse de l'Hindutva. »

Somayajula note que le terme a été inventé par l'idéologue de l'Hindutva Rajiv Malhotra, et est souvent saisi pour « dénigrer et attaquer les opposants politiques ».

Un cas concret : lorsqu'une motion proposant d'interdire la discrimination fondée sur la caste — la hiérarchie sociale rigide qui consigne de nombreux hindous de basse caste à la pauvreté héréditaire et aux préjugés — a été présentée au Toronto District School Board (TDSB) en 2023, l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou a lancé une campagne pour la faire échouer, soutenant que la motion peignait injustement les hindous de caste supérieure comme oppressifs.

« Il n'y a pas de caste au Canada », a déclaré Sharma à New Canadian Media, malgré des cas documentés de discrimination de caste dans les écoles de Toronto. « Tout cela est introduit comme de l'hindophobie. »

L'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou a gagné la bataille — ils ont réussi à faire modifier la motion originale, supprimant la formation d'un comité pour développer des recommandations de programme anti-caste et faisant renvoyer la motion à la Commission ontarienne des droits de la personne (CODP) — mais a perdu la guerre lorsque la CODP a reconnu la discrimination fondée sur la caste dans la politique officielle.

Le groupe a depuis organisé des événements pour enseigner aux parents comment s'engager dans le système scolaire pour lutter contre « l'hindophobie institutionnalisée dans le système éducatif canadien ». Le mouvement vers la défense des « droits des parents » pour influencer les discussions en classe est une stratégie standard pour les conservateurs sociaux. Au Canada, les activistes des « droits des parents » ont tenté de supprimer des salles de classe les discussions sur le sexe, l'identité de genre, le racisme et le colonialisme.

En septembre, l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou a co-organisé un événement avec un tel groupe de « parents concernés » pour discuter de la Pétition E-5010, qui cherche à mettre fin aux soins d'affirmation de genre pour les moins de 16 ans. Sharma a ensuite exhorté ses partisans à assister à la « marche d'un million pour les enfants » en opposition à l'éducation sur le genre et l'identité sexuelle.

La droite hindoue n'est pas unique dans sa tentative de supprimer les discussions de gauche dans les écoles. Mais en adoptant le cadre des « droits des parents », ils se révèlent être des acteurs politiques dans le mouvement conservateur plus large au Canada. Leur utilisation de cette phrase dit

au mouvement conservateur : aidez-nous à dicter les termes de l'éducation nationaliste hindoue, et nous vous aiderons à dicter les termes de l'éducation sur le genre et l'identité sexuelle.

Indicatif de ce type de création de coalition, l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou a trouvé une alliée en la commissaire du TDSB Weidong Pei lorsque Pei a voté contre la motion pour interdire la discrimination de caste.

Pei a assisté à leur événement du Mois du patrimoine hindou à North York, qu'elle a contribué à organiser. Pei a ensuite cherché à obtenir la nomination pour être candidate du Parti conservateur fédéral pour Willowdale lors des prochaines élections fédérales.

La première priorité listée sur son site web : « défendre les droits des parents ».

## **Une plateforme commune, une politique d'opportunité**

En septembre 2024, une nouvelle organisation hindoue est apparue sur la scène : Canada Hindu Vote, formée pour « permettre aux électeurs hindous canadiens de participer activement au processus démocratique ».

Cette organisation est typique des groupes hindous de droite modérée qui ont grandi en réseau au Canada. Leurs mandats semblent souvent inoffensifs, mais un examen plus attentif révèle généralement un engagement envers des causes de droite, et spécifiquement envers la promotion du nationalisme hindou.

L'événement de lancement de Canada Hindu Vote a présenté des leaders communautaires, comme la présidente de l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou, Sharma, dont la réputation hindoue repose sur leur plaidoyer nationaliste hindou.

Dans l'unique article de blog sur leur site web, Canada Hindu Vote identifie ce qu'ils considèrent comme les questions clés pour les hindous. Beaucoup d'entre elles reflètent ce que vous entendriez de n'importe quel porte-parole du Parti conservateur aujourd'hui : coût de la vie, criminalité, vol de voitures, et malheurs économiques. Mais ils ajoutent les préoccupations propres à la droite hindoue : vandalisme des temples et atteinte aux droits des parents, louant l'accent millénaire de l'hindouisme sur les valeurs familiales.

Dans une interview récente, le président de la Coalition des hindous d'Amérique du Nord Canada, Rishabh Sarswat, a longuement parlé des attaques contre les temples, des distorsions de l'histoire hindoue dans l'éducation publique, et d'un manque de reconnaissance légale et policière de la haine anti-hindoue, comme les problèmes majeurs auxquels les hindous sont confrontés. En bref : l'hindophobie. Ce n'est qu'après une demande explicite qu'il a nommé des problèmes tels que l'accessibilité financière ou le racisme anti-immigrant.

Il n'existe pas d'organisme représentatif unique pour les hindous au Canada, mais en examinant la constellation des organisations existantes et leurs priorités, une plateforme politique distincte émerge.

Ces groupes cherchent à légitimer une définition de l'hindophobie qui exclut la critique du système des castes et du nationalisme hindou ; à promouvoir une éducation qui assainit toutes les atrocités commises sous la bannière de l'hindouisme ; et à assurer la prospérité continue de la communauté d'affaires hindoue de caste supérieure et de classe supérieure du Canada.

Pour atteindre ces objectifs, les organisations hindoues font du lobbying auprès des représentants

pour soutenir leur cause. Elles travaillent également avec la police pour s'assurer que l'hindophobie soit traitée comme un crime haineux grave.

Il ne faut pas s'étonner qu'un ensemble de préoccupations aussi largement conservatrices trouve un débouché dans le Parti conservateur. Dès avril 2023, Poilievre est devenu le premier chef d'un parti fédéral à faire une déclaration s'opposant à l'hindophobie. « Nous devons arrêter l'hindophobie et les commentaires désagréables qui sont faits sur les hindous et le vandalisme et autres violences ciblant les Canadiens hindous », a-t-il déclaré dans une interview avec Prime Asia.

Et pourtant, les Conservateurs ont été réservés dans leur offre de soutien total à l'agenda de la droite hindoue. Poilievre s'est retiré d'un événement de Diwali alors que les allégations d'ingérence étrangère de l'Inde au Canada ont accru les tensions entre les deux pays, conduisant la Fédération hindoue de droite à exprimer sa « profonde déception » face à ses actions et le Forum hindou du Canada à appeler au boycott de son événement de campagne.

Sarswat a déploré que tous les partis politiques au Canada aient ignoré les préoccupations hindoues — ou nationalistes hindoues : « Il n'y a eu aucun politicien qui a fait un travail significatif [vers] le démantèlement de l'hindophobie. »

La droite hindoue du Canada reste à la recherche d'un champion politique. Leur politique ne s'aligne pas avec les porteurs traditionnels des immigrants, le Parti libéral, mais ils n'ont pas encore embrassé de tout cœur un nouveau parti.

Un allié de longue date est le député libéral Chandra Arya, qui a diligemment fait avancer le récit selon lequel les hindous sont attaqués. Pendant ce temps, le Forum hindou du Canada, plus marginal, a travaillé avec le chef du Parti populaire du Canada, Maxime Bernier, pour soutenir une « fin à l'immigration de masse et... aux ghettos ethniques ». (Cela n'a cependant pas empêché les partisans de Bernier d'appeler à la déportation des hindous.)

Les Conservateurs et la droite hindoue sont des opportunistes — ils expérimentent en défendant les objectifs des uns et des autres, tout en étant peu disposés à offrir à l'autre un soutien qu'ils estiment ne pas avoir encore mérité. Pour l'instant et pour l'avenir prévisible, un Parti conservateur ascendant reste la plus grande opportunité pour l'avancement politique de la droite hindoue au Canada et, commodément, le parti dont la politique correspond le plus étroitement à la leur.

The Breach a fait des tentatives répétées pour obtenir des entretiens avec des représentants de plusieurs organisations hindoues. Certains d'entre eux ont initialement accepté de parler, mais ont ensuite cessé de répondre aux courriels et aux appels téléphoniques lorsque The Breach a essayé d'organiser des entretiens.

## **Plaidoyer hindou, pour qui ?**

Suite aux affrontements dans un temple à Brampton au début novembre entre hindous et activistes khalistanis, Sarswat a organisé un webinaire intitulé « Les hindous canadiens sous attaque : les organisations hindoues ripostent ». Il présentait non seulement la Coalition des hindous d'Amérique du Nord Canada et l'Organisation canadienne pour l'éducation au patrimoine hindou, mais six autres groupes représentant les affaires, la jeunesse, les temples et les groupes culturels de droite. Le message était clair : nous sommes nombreux, et nous sommes unis dans notre combat.

Le combat en question consiste à promouvoir un récit selon lequel les hindous du monde entier sont attaqués, et qu'une Inde militarisée nettoyée des « infiltrés » peut être leur seul refuge sûr. C'est similaire au récit sur Israël avancé par les organisations juives de droite en Amérique du Nord, et en

effet, des alliances publiques entre sionistes et hindous — y compris Sharma et Sarswat — ont été une caractéristique du paysage politique, particulièrement depuis octobre 2023.

Il y a de vrais problèmes auxquels les hindous sont confrontés au Canada : les étudiants internationaux d'Inde se font voler leurs salaires et travaillent dans des conditions déplorables au noir en raison d'un plafond sur les heures de travail hors campus ; les immigrants sud-asiatiques sont utilisés comme boucs émissaires pour l'échec du gouvernement libéral à fournir un logement, des soins de santé et des services publics adéquats ; et les Canadiens racialisés gagnent 81 cents pour chaque dollar en comparaison avec les Canadiens blancs, tout cela alors que le coût de la vie a grimpé en flèche.

Mais aucun de ces problèmes n'est particulier aux hindous, et aucun d'entre eux n'est la principale lutte sur laquelle les promoteurs de l'« hindophobie » se concentrent. Ce sont les mêmes problèmes auxquels sont confrontés d'autres immigrants, d'autres Sud-Asiatiques, d'autres résidents racialisés de ce pays.

Sur ces fronts, les gains ont toujours été obtenus grâce à des mouvements sociaux qui nous unissent dans nos intérêts communs, au-delà des lignes de race et de religion — qu'il s'agisse de récupérer des salaires perdus, de forcer les propriétaires à réparer des logements délabrés, ou de repousser l'extrême droite raciste. Malgré les objectifs des activistes de l'Hindutva, les hindous ne peuvent pas échapper au fait que notre meilleure chance pour un avenir viable réside dans la construction d'une majorité multiraciale de la classe ouvrière.

« Le PCC représente les intérêts des citoyens blancs riches », ajoute Elcioglu de l'Université de Toronto. Ce qui fait de la marche vers la droite des hindous canadiens une tragédie, car cela ne peut jamais signifier que des accords ponctuels avec une classe dirigeante heureuse de jeter les hindous par-dessus bord dès qu'ils ne sont plus pratiques.

Somayajula de Hindus for Human Rights note que « ce que font les groupes [hindous de droite] est dangereusement à courte vue, et cela met nos communautés en danger au nom de la supposée 'protection' des intérêts hindous. »

C'est le point, vraiment. Le jeu et l'objectif de la droite hindoue au Canada est d'abord au service du projet nationaliste hindou. Les hindous, des personnes réelles avec des préoccupations matérielles, sont une priorité secondaire lointaine.

Ou, comme l'a dit Sarswat, « Je ne parle pas pour tous les hindous. Je parle pour les intérêts des hindous. »

---

**Saima Desai**

**Aniket Kali**

*[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.*

---

**P.-S.**

Breach Media



<https://breachmedia.ca/hindu-conservative-party-alliance-right-wing/>

Traduit pour ESSF par Adam Novak